

GEORGES SOKOLOFF

*Le rendez-vous manqué
du consommateur et du pouvoir*

Le pouvoir soviétique doit-il, pour durer, chercher à se rendre populaire en gérant l'économie de façon à créer un sentiment de mieux-être matériel chez le citoyen ? Est-il au contraire assez libre des contraintes que comporte la quête de ce type de soutien social ? On sait que la même question avait été posée dès l'aube du régime par Lénine : sa dialectique du politique et de l'économique englobait bien évidemment le problème plus précis qu'on vient d'évoquer. Toujours actuel, donc permanent, ce problème semble inscrit dans la structure même du régime soviétique. Et en y réfléchissant, l'économiste peut sans doute utilement contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement du système politique de l'URSS. On aura en effet une interprétation bien différente des raisons de changements de personnel politique au sommet, des motifs de la coopération avec l'Ouest, des critères sur lesquels se fonde la stratégie géopolitique de l'URSS suivant le poids qu'on aura reconnu à la « contrainte-consommation » dans le processus de décision soviétique.

La réponse qui convient à ce type d'interrogation paraît se dessiner lorsqu'on observe, à travers l'histoire économique du pays, le comportement de certains grands indicateurs : telles l'évolution comparée des « groupes » industriels A et B (biens de production et biens de consommation), ou la part revenant à l'investissement et à l'offre de matériels militaires dans la production finale. Les valeurs prises par ces variables oscillent fortement suivant les périodes et les années. Mais l'« oscillateur » qui les anime ainsi n'est manifestement pas commandé par un mécanisme *économique*. Certes, il est toujours dangereux de vouloir refaire l'histoire avec des si. Néanmoins, on ne

risque guère d'erreurs à affirmer que, notamment, la croissance comparée de l'offre de biens d'équipement et de consommation eût été, en maintes circonstances historiques, tout autre si elle avait été animée par les forces du marché.

Une précision importante paraît, à ce niveau, nécessaire. Ce qui est mis en évidence ainsi n'est pas simplement l'effet d'une « politique économique soviétique ». Bien des économies sont en effet plus ou moins guidées ; on s'efforce un peu partout de contrôler, de réguler le mouvement de l'économie à l'aide d'actions anticipatrices fondées sur la connaissance du fonctionnement des marchés. Or, le cas soviétique est tout différent. Ici, le guide ne veut plus obéir à l'économie pour lui commander. Ses décisions, même si elles ne sont pas vraiment libres en fait, sont déterminées par une logique à part. Plutôt que de politique économique, on pourrait parler, dans ce cas, de politiques de l'économie.

Il suffit de compléter ces indications par ce qu'on sait des spécificités de la démocratie soviétique pour obtenir un schéma simple : le pouvoir *peut* orienter le développement de l'économie dans un sens qui ne satisfasse pas le consommateur-citoyen, ce dernier ne peut pas sanctionner le pouvoir.

Pareil état des relations entre pouvoir politique et forces économiques ne signifie d'ailleurs pas que ces dernières soient mortes. Il continue d'exister en URSS une économie vivante qui se manifeste soit en dehors de la légalité — les diverses variétés de marchés noirs —, soit sous le couvert officiel — l'inflation « déguisée » par la direction centrale de Statistique —, soit encore différemment. Il y aurait beaucoup à dire en particulier des « métamorphoses » de l'économie soviétique, pour montrer comment de nombreux types de déséquilibres, loin d'en être définitivement évacués, s'y manifestent sous des aspects différents : une partie des tensions inflationnistes sous forme de files d'attente et d'épargne stérile, un chômage potentiel sous forme de défaut de productivité, etc.

Mais la survie d'une économie parallèle ne signifie pas que les forces qui l'animent aient droit de cité. Tout au contraire les signaux de crise transmis par cette économie parallèle ont souvent révélé la détermination avec laquelle le pouvoir voulait aller, selon l'expression de Kouïbychev, à « contre-courant du marché ».

On peut en dire à peu près autant d'une autre observation possible. A diverses étapes de l'histoire économique de l'URSS, les autorités centrales ont entrepris des actions manifestement destinées à soulager

le poids, intolérable, comprimant la « sphère de la consommation » : après le communisme de guerre, au début du second Plan quinquennal ou en guise de déstalinisation de l'économie. Bonne occasion pour remarquer que le pouvoir soviétique peut parfaitement percevoir les dangers politiques issus d'une restriction trop brutale de la consommation, pour noter en définitive qu'il n'y a qu'une différence d'ampleur — non de nature — entre les problèmes qui se posent aux gouvernements soviétique et occidentaux ? A vrai dire, l'objection ne tient pas. Les actions en faveur du consommateur qu'on a citées ont été très éphémères : bien plus que comme des réorientations, elles ont du reste été aménagées comme des « pauses » (*peredyski*) dans le marathon de l'industrialisation. En outre, ces virages négociés d'extrême justesse, devant un risque d'explosion sociale, n'ont vraiment guère de point commun avec les corrections précises que cherche à mettre en œuvre l'Etat occidental, sitôt que s'allume tel ou tel « clignotant ».

L'indépendance du pouvoir soviétique à l'égard de la contrainte-consommation apparaît ainsi comme un postulat solide. Mais plus opiniâtres encore sont deux penchants de l'esprit occidental :

- la foi, fût-elle très inquiète, en un progrès universel assimilé à l'affirmation progressive des valeurs associées à notre schéma d'organisation sociale ; il est difficile de croire à la démocratie, au libéralisme économique, à la libre expression culturelle et d'admettre en même temps que ces valeurs puissent être durablement proscrites de sociétés voisines, notamment lorsqu'elles se sont engagées sur les rails de la « croissance économique moderne » ;
- la crainte, liée à ce qui précède, de s'appuyer par trop sur l'histoire comme source d'enseignements aptes à expliquer le présent et l'avenir ; pour éviter de tomber dans le péché d'extrapolation, on scrute anxieusement l'actualité pour y découvrir les nouvelles tendances ou les ruptures annonciatrices des changements à venir.

Et justement l'évolution récente de l'URSS semble comporter de semblables tendances. Des « tournants » en faveur de la consommation cités au point précédent, on a volontairement omis, mais pour lui faire une place à part, celui amorcé dès 1965 par l'équipe dirigeante actuelle. Car il apparaît non comme une « pause » de plus, mais comme une réorientation durable.

Très généralement, cette stratégie nouvelle se présente comme une succession de trois Plans quinquennaux (les VIII^e, IX^e et X^e Plans), aux objectifs d'investissement et de production incontestablement

plus propices au progrès de la consommation des ménages. Dans chacun de ces trois plans, l'effort a certes été conçu différemment : programmes annuels de développement des industries de consommation de 1966 à 1970, programme quinquennal en faveur de ces mêmes industries de 1971 à 1975, développement prioritaire du « complexe agro-industriel » et de certains services depuis 1976, avec réduction des charges générales d'investissement et tentative évidente de résorber les tensions inflationnistes. Ces tactiques quelque peu différentes ne sont d'ailleurs pas exclusives de certaines constantes majeures : en particulier, un effort d'investissement permanent dans l'agriculture. On doit simplement rappeler à ce propos que les dépenses totales en faveur de ce secteur ont plus que doublé de 1966 à 1975, et que la part de l'investissement productif lui revenant dans le X^e Plan dépasse encore de près de 6 points (27,4 % contre 21,6 %) celle observée dans le plan précédent.

En outre, il semble être apparu une sensibilité nouvelle, chez certains dirigeants, de la nécessité *politique* de cette réorientation de l'économie. A cet égard, on peut notamment rappeler les propos tenus par L. Brejnev au XXV^e Congrès du parti. Celui-ci a reconnu la faible capacité de l'économie soviétique à produire biens de consommation et services — une production très injustement considérée, a-t-il dit, comme « secondaire et accessoire ». Il a sévèrement dénoncé « l'incurie et le laisser-aller » des responsables de cet état de fait. Il a tenu à rappeler que « la croissance des revenus monétaires ne signifie pas que le niveau de vie progresse en termes réels ». Il a voulu rappeler également, à ceux qui l'auraient ignoré, que le progrès du niveau de vie « est une affaire d'une importance politique et économique considérable ». Et, avec le même accent sur l'aspect politique du problème, il a lancé cet avertissement aux travailleurs du secteur de la consommation : « Camarades, c'est de vous, de votre travail, que dépendent en grande partie le bien-être et l'humeur des Soviétiques. »

Les préoccupations ainsi exprimées par L. Brejnev doivent néanmoins être interprétées avec circonspection. Elles signifiaient en fait tout d'abord que les efforts déployés en faveur du consommateur se sont, jusqu'à présent, soldés par de nombreux échecs.

Effectivement, la croissance relative des industries de consommation a mal obéi aux instructions du Plan. Le progrès tendanciel de l'agriculture a été marqué par de fortes irrégularités de la production et parfois, comme en 1975, par de véritables effondrements.

Les tensions inflationnistes continuent d'être vives, comme le montre la permanence d'une abondante épargne forcée. Autres témoins de l'insatisfaction du consommateur, les marchés parallèles paraissent en pleine recrudescence. Comme si, conjointement à ce qu'on observe dans les domaines social et culturel, s'affirmait une véritable « économie dissidente ».

Pour rester strictement dans notre propos, et ajuster la réponse qui semble en définitive convenir à la question qu'on s'était initialement posée, ce n'est d'ailleurs pas ce constat d'échec qui est le plus significatif : après tout, un gouvernement peut fort bien rechercher honnêtement à satisfaire le consommateur — citoyen et, du fait de diverses circonstances, n'y parvenir point. En revanche, certaines raisons de cet échec paraissent plus éclairantes.

Au nombre des explications générales de ce qui se passe actuellement, on peut trouver des facteurs « objectifs ». Par exemple, il est possible que la dotation actuelle de l'URSS en ressources productives, après des décennies d'industrialisation, ne soit plus aussi propice qu'avant à un développement prioritaire du secteur agricole et des industries d'aval : en somme la politique actuelle devrait aller à « contre-courant » des structures acquises par l'économie, un peu comme le développement des industries lourdes de la fin des années vingt allait à « contre-courant » aussi, quoique en sens inverse. Par ailleurs, on peut incriminer l'impatience du consommateur soviétique : c'est de sa montée, plus rapide que le progrès des possibilités réelles d'offre de produits de consommation, que naîtrait l'insatisfaction présente.

Cependant, il est douteux que le fond du problème soit là. Dans la politique qu'il a menée depuis une douzaine d'années, le pouvoir soviétique a en somme cherché à se substituer aux forces du marché pour opérer à leur place, sous son contrôle, le rééquilibrage qu'elles auraient accompli depuis longtemps. Pour schématiser sa démarche, on dira qu'il a volontiers cherché à ramener le problème de l'allocation de biens de consommation à celui, plus familier pour le planificateur, de l'approvisionnement matériel et technique d'usines ou de chantiers. Dans ce schéma, ne suffisait-il pas de remplacer les normes d'utilisation de matières premières ou de demi-produits par des « besoins », techniquement définis, de consommation ? Les inadéquations actuelles de l'offre à la demande montrent le caractère parfaitement inapproprié de cette approche. Elle a ignoré, et sans doute pas en toute innocence, qu'il eût en fait fallu, parallèlement au renforcement des capacités d'offre de produits de consommation, rebâtir un

mécanisme économique permettant une libre expression de la demande.

En définitive, on semble se trouver aujourd'hui face au paradoxe suivant. D'incontestables efforts matériels montrent que le consommateur est davantage respecté, voire craint. Mais on appréhende au moins autant ce qu'il adviendrait des institutions en place si le consommateur retrouvait aussi un certain pouvoir d'orientation et de verdict sur les décisions économiques. Du coup, le consommateur est en fait déçu, il ne répond pas activement aux incitations officielles à un travail plus productif et plus soigneux, et le pouvoir ne récupère pas sa mise.



(Lit. gazeta, 14-9-77, n° 37, p. 16.)

L'Enfer et le Paradis vus par la *Literaturnaja gazeta*.